



5 octobre 2021

Septembre 2021

Faisons-nous entendre en grand dans les banques, assurances et secteurs financiers

Nous avons subi la crise sanitaire comme dans la plupart du pays. Nos efforts n'ont pas été récompensés.

À l'inverse les résultats financiers ont progressé tout comme les actions et les dividendes.

La situation sociale appelle à des mesures fortes visant au renforcement de notre modèle social.

C'est nécessaire alors que la France tente de sortir d'une des pires crises sanitaires de son histoire.

Pourtant le président de la République et son gouvernement accélèrent leur politique libérale.

Ils annoncent de nouveaux reculs sociaux !

L'attaque contre l'assurance chômage est confirmée avec une baisse des allocations chômage au 1er octobre. Un nouveau recul de l'âge de départ en retraite est envisagé.

Faisons-nous entendre en grand le 5 octobre



Tout repart comme avant sans que les salaires, les conditions de travail ou l'égalité entre les femmes et les hommes ne progressent.

Pour nous faire entendre, mobilisons-nous le 5 octobre avec les salariés de tous secteurs d'activités publics ou privés

POUR une augmentation générale des salaires

Tout augmente, le gaz, l'électricité, les fruits et légumes ... les salaires doivent suivre. Il ne suffit pas d'en parler, il faut les augmenter.

Commerces essentiels pendant la pandémie, nous demandons :

- un salaire plancher annuel de 24 000 euros et la revalorisation de tous les salaires.
- un effort particulier pour les salaires inférieurs à 3000 euros nets.
- pas de salaires inférieurs au plafond sécurité sociale (41 136 euros en 2021) pour les cadres.
- des cotisations sociales à la hauteur pour financer la santé, la retraite et toute la protection sociale.

POUR une véritable égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes

Les chiffres du Ministère du travail comme de l'Insee montrent **un écart d'environ 30% de moins pour les femmes.**

- **une mise à niveau est indispensable**
- des dispositifs contraignants pour les entreprises, le renforcement des contrôles.
- la mise en place de sanctions dissuasives.

POUR une politique d'embauches POUR améliorer les conditions de travail

- Banques et assurances n'ont pas besoin des aides publiques aux entreprises ou des exonérations de cotisations. Elles « dégraissent » les effectifs, restructurent régulièrement, multiplient les plans de départs.
- un moratoire sur les restructurations et fermetures d'agences est nécessaire. Plutôt que d'augmenter les objectifs, les tâches des commerciaux ou des administratifs, il faut un plan de recrutement et former aux compétences utiles à nos secteurs.
- la diminution du temps de travail à 32 heures doit être un chantier de négociation et le télé-travail mieux encadré.

Un renforcement de notre système de retraite par répartition à prestations définies

- un âge de départ à 60 ans à taux plein,
- des départs anticipés pour les métiers pénibles,
- la prise en compte des études et de la période de recherche d'un premier emploi...

Il est temps d'en finir avec les inégalités

L'accroissement des richesses est indécent. Entre mars 2020 et mars 2021, la fortune des « super riches » a augmenté de 170 milliards d'euros. C'est une hausse moyenne de + 40 %, lorsque le Smic n'a augmenté que de 12 euros au 1er janvier 2021 !

La démonstration est faite d'une société à deux niveaux. Notre mobilisation est déterminante afin d'imposer d'autres choix.

LES INÉGALITÉS ENTRE FEMMES ET HOMMES :

26 % d'écart salarial

40 % d'écart de pension de retraite

63 % de salarié·e·s payé·e·s au Smic sont des femmes

Le 5 octobre 2021, agissons en grève et en manifestation

Bulletin de contact ou de syndicalisation

Nom :

Prénom :

Entreprise :

Téléphone :

Adresse personnelle :

Adresse professionnelle :

Fonction dans l'entreprise (*Cadre, Agent de Maîtrise ou Employé*):

Mail :

A remettre à un militant, à envoyer par mail ou à retourner directement à la Fédération Banques et Assurances - CGT